



FAMILLE, AFFAIRES, IMMOBILIER : QUESTIONS D'ACTUALITÉ

PAR DAVID BOULANGER,

Directeur du CRIDON Nord-Est et du CFPN-Lille,
Maître de conférences à la Faculté de droit de Douai,

WILLIAM ALTIDE,

Consultant au CRIDON Nord-Est,
Maître de conférences associé à l'Université de Lille 2,
Directeur du diplôme universitaire de droit des sociétés,

PHILIPPE DUPUIS,

Consultant au CRIDON Nord-Est,

ET FRÉDÉRIC VAUVILLÉ,

Conseiller Scientifique du CRIDON Nord-Est,
Professeur agrégé des Universités.



Questions relatives au droit des personnes par David Boulanger

- Comment s'organise le nouveau régime de l'administration légale au 1^{er} janvier 2016 ?
- Quels sont les actes soumis à autorisation préalable du juge des tutelles, voire interdits à l'administrateur légal, depuis le 1er janvier 2016 ?
- Quels sont les actes susceptibles d'être librement établis par l'administrateur légal depuis le 1er janvier 2016 ?
- Quelle est la portée et quelle est l'utilité de l'habilitation familiale ?



Questions relatives au droit des associations par William Altide

- Quelles activités peuvent être accueillies au sein d'une association ?
- Quels peuvent être les avantages liés à l'utilisation d'une association ?
- Dans quelles conditions une association peut-elle acquérir ou vendre un immeuble ?
- Quel est le régime juridique applicable au bail consenti au profit d'une association ?
- Une association peut-elle donner un immeuble à une autre association ?



Questions d'urbanisme et de droit public par Philippe Dupuis

- Quelles sont les actualités du droit de l'urbanisme ?
 - ✓. La recodification à droit constant du livre 1er du code de l'urbanisme
 - ✓. Le nouveau PLU est arrivé
 - ✓. La modification de la durée et de la prorogation des autorisations d'urbanisme
 - ✓. Éclairage sur le formalisme du retrait d'une autorisation d'urbanisme
 - ✓. L'impossible régularisation du changement de destination
 - ✓. Quels sont les effets et pour qui du certificat d'urbanisme ?
- Quelles sont les conditions auxquelles une collectivité territoriale peut céder un bien en dessous de sa valeur vénale ?
- Que faut-il entendre par la notion d'aménagement spécial permettant de qualifier un bien comme relevant du domaine public ?
- L'absence de volonté d'affecter le bien permet-elle d'écarter la qualification de domaine public ?
- Peut-on garantir à un acquéreur d'un bien bénéficiant d'une autorisation d'occupation du domaine public qu'elle lui sera transférée ?



Questions de vente et de financement par Frédéric Vauvillé

- La solidarité fiscale cédant-cessionnaire en cas de cession d'entreprise : quelles règles nouvelles ?
- Peut-on vendre à l'amiable un immeuble au cours d'une procédure de saisie immobilière ?
- Les hypothèques intercalaires : pourquoi est-ce aujourd'hui un drame pour l'acquéreur ?
- Une vente, un prêt, deux notaires : comment organiser les choses en pratique ?

*

